

## **SOMMAIRE**

INTRODUCTION	3
Edito de la présidente	4
Présentation de la CLEF	5
LA CLEF EN 2022	7
Nos actions en 2022	8
Participation de la CLEF aux actions du LEF en 2022	20
Les Commissions de la CLEF	19
Mandats de représentation de la CLEF	21
Visibilité de la CLEF en 2022	22
FONCTIONNEMENT DE LA CLEF	24
Les instances dirigeantes	25
Les ressources humaines et financières	28
Liste des associations adhérentes en 2022	29
ANNEXES	31
AININD ADA	11

# INTRODUCTION

## **EDITO**

Chères adhérentes, chers adhérents,

Vous avez sous vos yeux le rapport d'activité de notre coordination pour l'année 2022. Il va sans dire qu'en dépit de changements importants au sein de nos instances, la CLEF a été active et engagée sur de nombreux sujets.

Nous avons été présentes sur les questions internationales en soutenant et en promouvant la diplomatie féministe de la France à travers notre participation au Forum Génération Égalité et à la CSW, qui bien qu'elle ait eu lieu en visio, nous a donné l'opportunité d'organiser le *side* event de la France.

La décision de révocation de l'arrêt Roe vs Wade par la Cour suprême américaine a remis au premier plan le droit à l'IVG qui ne cesse d'être mis en cause. Par son interdiction, sa criminalisation, par la réduction des moyens qui permettent d'y avoir recours, nous constatons partout les reculs de l'IVG. Dès l'annonce de cette décision, nous avons avec d'autres organisations, appelé à la mobilisation de la France et du Président de la République pour que ce droit soit constitutionnellement protégé dans notre pays et inscrit dans la Charte européenne des droits fondamentaux.

La position abolitionniste de notre organisation continue d'être portée avec détermination. Les prises de paroles en faveur de la prostitution se multiplient et occultent la réalité du traffic des êtres humains qui en découle. Notre présence dans les débats à Bruxelles sur le projet de directive contre les violences faites aux femmes et aux filles se poursuit, ainsi que le déploiement d'un dispositif dédié au niveau national. La position abolitionniste de la France est un point d'appui conséquent pour les femmes et les filles de ce monde : nous avons la responsabilité de porter la loi abolitionniste de 2016.

Ce rapport donne l'occasion de mesurer le travail que nous avons réalisé mais il permet aussi de mettre en perspective quelques sujets qui ont surgi au cours de l'année 2022 et qui structureront de toute évidence notre activité de demain. Avec le rapport "Porno: l'enfer du décor", et le procès dit du French Bukkake, le Sénat et OLF ont mis en lumière la réalité crue et brutale de la pornographie. La CLEF s'est saisie de ce sujet et le portera au niveau européen et international.

Au cours de cette année, nous avons été souvent à l'initiative, toujours en coordination avec nos associations adhérentes, avec les féministes françaises et européennes. Notre bilan est riche et nous pouvons être fières du travail accompli.

Je tiens à remercier les associations adhérentes qui nous font confiance, les nouvelles administratrices et celles qui nous ont précédées, pour leur engagement et leur disponibilité. Un dernier mot aussi pour l'équipe de la CLEF qui, avec son enthousiasme, nous accompagne au quotidien et rend en grande partie, tout cela possible.

Céline THIEBAULT-MARTINEZ, Présidente de la CLEF

## PRÉSENTATION DE LA CLEF

La CLEF (Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes) est une organisation non gouvernementale qui défend les droits des femmes et l'égalité des sexes au niveau national, européen et international.

<u>Niveau national</u>: La CLEF coordonne près de 100 associations françaises dédiées aux droits des femmes, à l'égalité des sexes ou à l'inclusion sociale - ce qui la place à la tête du réseau militant national, qu'elle représente dans son travail de plaidoyer auprès des institutions politiques françaises. En effet, la CLEF est l'intermédiaire privilégié entre l'État et la société civile et, à ce titre, elle est très impliquée dans les politiques et les décisions relatives aux droits des femmes et à l'égalité des sexes.

La CLEF a structuré les 100 organisations qu'elle coordonne en Commissions, consacrées à des thèmes spécifiques (violence fondée sur le genre, femmes migrantes, leadership etc...) en fonction de leur expertise. Ces Commissions opèrent une veille sur leurs thématiques d'actions qui guide tant le plaidoyer de la CLEF que celui du Lobby Européen des Femmes.

<u>Niveau européen</u>: Les membres fondatrices de la CLEF sont également les membres fondatrices du Lobby européen des femmes (LEF). Le Lobby européen des femmes a été créé en 1990 pour faire pression sur les institutions européennes afin d'encourager les politiques de promotion et de protection des droits des femmes.

Le Lobby est basé à Bruxelles, et est composé de 31 coordinations nationales comme la CLEF : une dans chaque Etat membre et 3 dans les pays éligibles à l'adhésion européenne (Turquie, Macédoine du Nord, Islande). Comme chaque coordination nationale, deux membres du Bureau de la CLEF siègent au Conseil d'administration du Lobby européen des femmes et d'autres siègent aux différents groupes de travail du LEF. Par l'intermédiaire de ces membres, la CLEF participe activement au travail de plaidoyer du Lobby.

<u>Niveau international</u>: La CLEF dispose d'un agrément auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. A ce titre, elle participe chaque année à la Commission sur la condition des femmes de l'ONU (Commission on the Status of Women - CSW), en soumettant des recommandations pour guider les négociations menées dans ce cadre. En 2021, la recommandation de la CLEF était d'assurer l'égalité des sexes dans chaque organe de décision en mettant en œuvre une législation restrictive.

Elle contribue également aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF/CEDAW) et du Groupe d'Experts du Conseil de l'Europe sur la Convention d'Istanbul (GREVIO) en soumettant un rapport alternatif, c'est-à-dire en apportant une autre perspective au rapport officiel soumis par l'État français sur ses actions en faveur de l'égalité des sexes.

La CLEF siège également au Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

#### Les missions de la CLEF:

- Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans les domaines juridique, politique, éducatif et culturel.
- Promouvoir l'autonomisation et l'indépendance économique et financière des femmes et promouvoir l'entreprenariat féminin.
- Lutter contre les violences sexistes et sexuelles contre les filles et les femmes, y compris la prostitution et toute autre forme d'exploitation de leur corps.
- Favoriser l'accès des filles à l'éducation et promouvoir la sensibilisation à l'égalité des sexes à l'école dès le plus jeune âge.
- Promouvoir les droits sexuels et reproductifs des femmes.

#### Les valeurs de la CLEF:

- Egalité
- Universalité des droits des femmes
- Diversité et inclusion
- Laïcité
- Solidarité
- Antiracisme
- Paix

# LA CLEF EN 2022

## **ACTIONS DE LA CLEF EN 2022**

#### La lutte contre le sexisme :

<u>En janvier</u>: Plaidoyer pour un quinquennat féministe en 2022 : 22 recocommandations pour éradiquer le sexisme dans tous les domaines

<u>25 janvier</u>: 5<sup>ème</sup> journée nationale de lutte contre le sexisme en ligne.

Evénement organisé par ECLS, animé par Femmes ici et ailleurs.

Lors de la Journée du 25 janvier, trois tables-rondes ont été organisées et pilotées par des membres de la CLEF:

- La femme invisible par Jocelyne Adriant-Mebtoul
- Les paris truqués de l'orientation par Huguette Klein
- Les antidotes à la violence par Moïra Sauvage

La CLEF appartient et est membre du COPIL du Collectif ECLS.

#### La reconnaissance des femmes et de leurs droits :

#### **\*** Femmes et handicap

Mardi 11 janvier: Mardi de la CLEF « L'empowerment des femmes en situation de handicap » (sur Zoom uniquement).

- → Claire Desaint, Vice-Présidente de Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir, Administratrice de la CLEF
- → Grâce Mpondo, Fondatrice de HandiFemme Épanouie, Administratrice de la CLEF
- → Anne-Sarah Kertudo, Juriste et fondatrice de Droit Pluriel
- → Selma Kouidri, Directrice et co-fondatrice de l'Institut National pour l'Équité , l'Égalité et l'Inclusion (Canada)
  - ➤ Ana Peláez Narváez, Vice-Présidente du Comité CEDEF, Vice-Présidente exécutive de la Fondation des femmes du CERMI et Vice Présidente du Forum Européen des Personnes Handicapées
  - > Modération par Jocelyne Adriant-Mebtoul, présidente de la CLEF

#### \* Femmes, politique et représentation :

Mardi 1er mars: Mardi de la CLEF « Femmes, leadership et pouvoir » (Cité Audacieuse).

- → Agnès Bricard, Ambassadrice à l'intéressement et à la participation, Vice-Présidente Pacte PME, Présidente Fondatrice de la Fédération Femmes Administrateurs
- → Claudine Monteil, Présidente de Femmes Monde, Diplomate honoraire, historienne et écrivaine
- → Karin Raguin, VP Talent Management & Corporate Social Responsibility, LVMH North America, Présidente de l'association AND Women (Femmes et négociations) et co-auteure de « Réveillez la négociatrice qui est en vous »
- → Albane Gaillot, députée du val de Marne
  - Modération par Jocelyne Adriant-Mebtoul, présidente de la CLEF

<u>8 mars 2022</u> : signature d'une pétition <u>pour que le Musée de l'Homme s'appelle le Musée de L'humanité</u>, sous l'initiative de Claudine Monteil, administratrice de la CLEF.

#### \* Protéger les femmes des expulsions de leur logement

<u>7 décembre 2022</u>: Signature de la tribune "La loi Kasbarian-Berger : les femmes mises en danger", écrite à l'initiative d'Osez le féminisme!, contre la loi Kasbarian-Berger votée vendredi 2 décembre, autorisant l'expulsion des occupant.es de logements vacants en 48h, sans décision d'un juge, mettant particulièrement les femmes en danger.

#### Violences sexistes et sexuelles contre les filles et les femmes – Le corps des femmes

## \* Travaux sur le projet de directive européenne contre les violences faites aux femmes et aux filles (VAWG)

La Commission européenne est à l'initiative d'un projet de directive européenne contre les violences faites aux femmes. Cette directive a pour objectif d'harmoniser la réponse des États membres en matière de lutte contre les VSS en criminalisant un certain nombre de comportements et en prévoyant des dispositions minimales relatives à l'accompagnement des victimes notamment.,. Selon l'analyse de la CLEF et de nombreuses associations alliées aux niveaux français et européens, la première écriture de la directive comportait de nombreuses confusion dans les violences et leurs causes, ainsi que l'absence de certaines violences importantes (ex. la pornographie). On retrouvait l'emploi du terme « travailleuse du sexe » à l'encontre de la compréhension de la prostitution comme violence et et non pas comme un travail. Il manquait également des précisions sur les droits des femmes migrantes notamment

En collaboration avec la CIAMS, le réseau européen des femmes migrantes, CAP international, la CLEF a contribué à :

- une cartographie des violences (CIAMS)

- la rédaction et le soutien des amendements du texte de la directive, avant son examen par le Parlement européen
- soutien du projet de plaidoyer autour de la directive, afin de la renforcer et la rendre plus protectrice pour l'ensemble des filles et des femmes

Le travail se poursuit en 2023 avec les votes des amendements de compromis qui auront lieu au Parlement européen dans les comités compétents en juin et en plénière en juillet. S'ensuivra la phase de trilogues, négociations entre la commission européenne, le parlement européen et le conseil de l'UE.

#### **Abolition** de la prostitution

Le Brussels' Call est un réseau d'associations européennes abolitionniste, coordonné par le Lobby Européen des Femmes et un comité de pilotage qui a pour objet de faire du plaidoyer pour le "Nordic Model" c'est à dire l'abolition de la prostitution en Europe.

<u>25 novembre 2022</u>: signature de la tribune écrite par Osez le Féminisme!, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, reprenant nos revendications et rappelant les valeurs abolitionnistes.

#### ❖ Pour l'inscription de l'IVG dans la Constitution

A la suite de la révocation de l'arrêt Roe vs Wade par la Cour suprême américaine le 24 juin 2022, une mobilisation internationale s'est engagée pour la défense du droit à l'IVG, menacé dans de nombreux pays.

La CLEF a rapidement publié un communiqué de presse « Pour un droit fondamental de l'IVG en Europe » dénonçant la révocation de cet arrêt dont la jurisprudence garantissait le droit à l'avortement pour les femmes états-uniennes. Nous avons aussi appelé le gouvernement français et l'Europe à développer une capacité de production autonome des produits pharmaceutiques permettant la pratique des IVG. Rapidement, c'est l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution française qui a été mise en avant, aboutissant à l'annonce du Président de la République en mars 2023. Avant cela, nous avons réalisé un travail de plaidoyer en faveur d'un projet de loi constitutionnelle et nous avons participé à divers événements et communications tels que présentés ci-dessous:

Evénements et opération de communications :

#### Manifestations

<u>30 juin 2022</u>: <u>Appel au rassemblement de la CLEF</u> le samedi 2 juillet à Paris. Plusieurs milliers de personnes étaient présentes pour défiler entre le ministère de la Santé et le Trocadéro.

<u>28 septembre 2022</u>: Manifestation pour le droit à l'avortement à Bastille (11e arr, Paris) organisé par le Collectif Avortement en Europe, les femmes décident.

#### Actions et soutien:

La CLEF a intégré le groupe d'action inter-associatif créé par Mélanie Vogel pour soutenir sa proposition de loi pour l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution (avec CESE, Fondation des Femmes, Planning Familial, Assemblée des Femmes, Equipop, Médecins du monde, Collectif Avortement en Europe, les femmes décident) et du *Collectif Avortement en Europe, les femmes décident* 

#### Communiqués de presse :

27 juin 2022 : Communiqué de presse « Pour un droit fondamental à l'IVG en Europe »

<u>30 septembre 2022 :</u> Communiqué de presse <u>« Inscrivons le droit à l'avortement dans le Constitution et la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne »</u>

<u>18 octobre 2022</u>: Communiqué de presse <u>« Droit à l'IVG dans la Constitution : la bataille commence au Sénat » .</u>

#### Débats au Sénat :

<u>29 septembre 2022</u>: Audition de la CLEF dans le cadre de la proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception de la sénatrice Mélanie Vogel. Audition menée par Mme. Canayer, rapporteure de la Commission des lois.

<u>19 octobre 2022</u>: Proposition de loi constitutionnelle pour le droit à l'avortement débattue au Sénat. La CLEF était présente pendant les débats.

#### Sensibilisation et communication:

Nous avons publié une série d'articles sur les réseaux sociaux, notamment Instagram, d'information et de pédagogie autour des droits des femmes à disposer de leurs corps, et de l'importance d'inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution:

- <u>« La contraception. Les infos CLEFS »</u> post de sensibilisation et d'information relative à la contraception
- <u>« Comment avorter ? Les infos CLEFS »</u>. post de sensibilisation et d'information sur les conditions d'IVG en France
- <u>« La nudité des seins. Les infos CLEFS »</u>. post de sensibilisation et d'information sur la nudité des seins
- « Les grandes dates de l'avortement »

- <u>"La fourniture de pilules abortives entre le Mexique et les Etats-Unis. Les infos CLEFS"</u>. post d'information sur l'association "Las libres", militante pour le droit à l'avortement au Mexique.

Publication d'articles consacrés à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution française sur le site de la CLEF.

- "Constitutionnaliser le droit à l'avortement"
- "France : qui remet en cause le droit à l'avortement aujourd'hui?"
- "Union européenne : inscription du droit à l'avortement dans la Charte des Droits Fondamentaux"

<u>8 novembre 2022</u>: Mardi de la CLEF « Le droit à l'IVG dans la Constitution » (Cité Audacieuse et sur zoom)

- → *Mélanie Vogel*, sénatrice, autrice de la proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception. Mélanie Vogel est revenue sur cette proposition de loi et les débats qu'elle suscitait au sein d'une assemblée comme le Sénat, plutôt conservatrice.
- → *Agathe Hamel*, présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité, au Conseil Economique Social et Environnemental (CESE). Pour la première fois de son histoire, le CESE a pris position en faveur du droit à l'IVG. Troisième assemblée de la Vème République, cet engagement est d'importance pour la défense du droit à l'IVG.
- → Stéphanie Hennette-Vauchez, professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre est quant à elle revenue sur la dimension juridique de cette inscription. Elle a rappelé qu'aucune constitution dans le monde n'inscrit le droit à l'IVG comme un droit fondamental. Elle a précisé aussi quels écueils pouvaient apparaître en fonction de la rédaction du texte et de l'article de la Constitution qui l'accueillerait.
  - Modération par Céline Thiebault-Martinez, présidente de la CLEF

#### Lutte contre la pédopornocriminalité et la pornocriminalité

La publication du rapport "Porno: l'Enfer du décor" par le Sénat a donné lieu à une mobilisation de nombreuses organisations pour dénoncer la brutalité et les violations de la loi que provoque cette industrie.

<u>29 septembre 2022</u>: la CLEF a participé à la conférence de presse organisée à la Cité audacieuse lors de la sortie du rapport du Sénat <u>« Porno : l'enfer du décor »</u> dénonçant l'industrie pornographique. Les associations organisatrices - OLF, le mouvement du Nid,, la Fondation des femmes - ont souligné avec 40 autres associations, la portée historique de ce rapport qui structurera nos positions à l'avenir.

<u>4 octobre 2022</u>: Dans la continuité du rapport, nous avons organisé un Mardi de la CLEF « La pédocriminalité, en finir avec le silence »

- → Catherine Le Magueresse, juriste féministe, autrice du livre "Les pièges du consentement : Pour une redéfinition pénale du consentement sexuel"
- → Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol (CFCV) a rappelé la position de faiblesse dans laquelle se trouvent les mineur.e.s face à un adulte en quête de rapports sexuels, insistant du même coup sur la présomption de non-consentement des mineur.e.s.
- → Véronique Genelle, co-autrice du livre "En finir avec le silence" pour aider les victimes de pédocriminalité
- → Arnaud Gallais, activiste, fondateur du mouvement Be Brave a témoigné de sa propre expérience et dénoncé la faiblesse des moyens mis en œuvre pour lutter contre la cyberpornographie.
  - > Modération par Céline Thiebault-Martinez, présidente de la CLEF

#### **❖** La GPA

<u>18 novembre 2022</u>: signature d'un communiqué co-écrit par la CIAMS, le LEF, CAP et le Réseau européen pour les femmes migrantes (ENOMW) pour appeler les institutions européennes à reconnaitre la GPA comme une violence faite aux femmes et traffic humain.

<u>18 novembre 2022</u>: signature d'une pétition à l'initiative de la CIAMS pour s'opposer aux tentatives de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH) de légaliser l'exploitation reproductive de facto dans le monde entier et dans le dos des institutions démocratiques de chaque pays.

<u>30 novembre 2022</u>: Appui de la CLEF à la contribution de la Coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution (CIAMS), à l'occasion du 6ème examen périodique de la France sur la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE – OPSC). Ce rapport met en lumière la pratique de la gestation pour autrui comme violation de la convention internationale des droits de l'enfant et de son Protocole additionnel et encourage la France dans son refus de la gestation pour autrui.

#### Soutenir des médecins qui ont dénoncé des violences faites aux enfants.

<u>18 novembre 2022</u>: Signature du communiqué de presse écrit par le collectif Stop Violences Médecins qui dénonce la convocation devant la justice de deux médecins pour avoir "violé le secret médical" en dénonçant des violences faites à leurs patients.

#### Les conséquences du libéralisme sur les corps des femmes

<u>Le 22 et 23 octobre 2022</u> s'est tenue la 29e Université d'été féministe de l'Assemblée des Femmes à Marseille: #Me Too+5, révolutions et contre-révolutions. La présidente de la CLEF, Céline Thiebault-Martinez a été invitée à intervenir dans la table ronde sur le thème de "la loi du marché".

#### Les conséquences du libéralisme sur les corps des femmes

- → Céline Thiébault-Martinez, présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF)
- → **Héma Sibi**, coordinatrice de plaidoyer de CAP International
- → Céline Piques, économiste et militante féministe

#### Participation à des mécanismes institutionnels internationaux :

#### \* Évènement CSW 66 (en ligne)

<u>17 mars 2022</u>: Side event « Les femmes en première ligne : Comment promouvoir une perspective de genre dans la lutte contre le changement climatique et le développement durable ? », événement parrainé par la France, la République Tchèque et le Suède (concept note <u>ici</u>)

#### ❖ Dans le cadre de la PFUE

<u>1er</u> <u>Février 2022</u>: Mardi de la CLEF <u>« La Convention d'Istanbul, socle et rempart des droits des femmes » (en ligne).</u>

Conférence organisée dans le cadre de la PFUE, en partenariat avec le Groupe Européen des Femmes Diplomées d'Université et University Women of Europe. Cette conférence a fait l'objet d'une formation rémunérée à destination du ministère de la justice = Formation sur la convention d'Istanbul à destination du ministère de la justice (mai 2022)

#### \* Forum de la société civile européenne

A l'issue de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe (CoFoE), la CLEF a été invitée au Forum de la société civile européenne réuni à Paris, le 30 juin 2022 au Conseil économique social et environnemental (CESE). Dans l'Appel de Paris, adopté le même jour, la société civile européenne énonce dans cette déclaration sa vision de l'avenir de l'Europe ainsi que le rôle de la société civile dans sa réalisation, à travers le développement d'un dialogue civil ouvert, transparent, structuré et efficace avec les institutions de l'Union européenne et les États membres, et son implication étroite dans le processus décisionnel menant à des réformes politiques, législatives et des traités. La CLEF et d'autres associations féministes européennes ont notamment fait inscrire dans le texte de l'Appel, la nécessité d'un financement assuré pour la participation de la société civile au dialogue civil, tant au niveau européen que national.

## ❖ Contribution de la CLEF à l'EPU (Examen Périodique Universel du Conseil des Droits de l'Hommes des Nations Unies)

L'<u>EPU</u> consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats membres des Nations Unies dans le domaine des droits humains. Il s'agit ainsi d'un mécanisme d'évaluation entre États, sous les auspices du Conseil des droits de l'homme.

Octobre 2022: Intervention sur la base des cinq rapports conjoints portant sur :

- (1) L'accès à la justice et l'hébergement des femmes victimes de violences, avec la Fondation des Femmes, Osez le féminisme! et la CLEF;
- (2) La lutte contre la prostitution, le trafic et le proxénétisme avec EACP et la CLEF;
- (3) Les femmes handicapées, citoyennes avant tout, avec FDFA et la CLEF;
- (4) L'éducation non sexiste, avec REFH et la CLEF
- (5) Les droits des femmes migrantes avec Olympe et la CLEF.

#### **Sujets internationaux prioritaires pour la CLEF:**

#### \* La diplomatie féministe

<u>25 novembre 2022</u>: MEAE : « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes : la diplomatie féministe française et la lutte contre les violences fondées sur le genre » Jocelyne Adriant-Mebtoul, présidente d'honneur de la CLEF

Table ronde : « Les financements mobilisés pour lutter contre les violences fondées sur le genre »

#### Invasion de l'Ukraine par la Russie : les réactions de la CLEF

Création d'une page sur le site internet de la CLEF qui rassemble des ressources utiles pour <u>s'informer</u>, <u>aider</u> et <u>s'engager</u>.

- ➤ Information : ex. article d'information concernant les personnes fuyant l'Ukraine, revue de presse. Article pour comprendre l'impact disproportionné de la guerre sur les femmes et les filles.
- ➤ Aide : ressources officielles pour apporter son aide
- > S'engager : appel aux soutiens et déclarations des organisations
- ➤ <u>28 mars 2022</u>: promotion d'une nouvelle rubrique dédiée au soutien pour l'Ukraine sur le site internet de la CLEF

#### Les violences sexuelles contre les filles et les femmes en temps de conflit armé

Trois formations organisées en partenariat avec l'association d'Egal à Egale :

<u>3 mai 2022 : « Etude de cas : Irak, Algérie et Ukraine »</u>. Avec Nagham Hasan, Mari Dmytrieva, Lalia Ducos, Jocelyne Adriant-Mebtoul

12 mai 2022 (reportée au 2 juin) : «L'aide humanitaire et les réponses prodiguées en France ». Avec Héloïse Onumba-Bessonnet, MSF, Maëva Hegoburu, Marie Courrouy 19 mai : « La résolution pénale des violences ». Avec Céline Bardet, Danouchka Assoumou

#### Les femmes défenseures des droits dans le monde

<u>5 avril 2022</u> : Mardi de la CLEF <u>"Les défenseures des droits partout dans le monde"</u> (Cité Audacieuse et sur Zoom), co-organisé avec d'Egale à Egale et Femmes du Monde et Réciproquement

- → Avec Anarkali Honaryar (Afghanistan), Roshna Khalid (Afghanistan), Yuvelis Natalia Morales Blanco (Colombie), Abier Ismail Almasri (Palestine), Nuray Smisek (Turquie), Nisreen Abdelrahman Elsaïm (Soudan), Anarkali Honaryar (Afghanistan).
  - ➤ Modération par Jocelyne Adriant-Mebtoul, présidente de la CLEF

<u>8 mars 2022</u>: Jocelyne Adriant-Mebtoul a participé à l'événement « Toutes Mariannes » organisé par Marlène Schiappa en partenariat avec France Diplomatie

#### **La défense des femmes afghanes**

<u>14 juin 2022</u>: Conférence de presse (à la Fabrique de la Solidarité) « La société civile française et les réfugiées afghanes dénoncent la situation des femmes en Afghanistan ». En partenariat avec 2GAP et avec les soutien des associations FMR et Women in War

#### **La protection des droits des femmes migrantes**

<u>6 décembre 2022</u>: Mardi de la CLEF "Femmes migrantes en Europe, au défi de l'égalité" (Cité Audacieuse et sur Zoom)

- → Marie-Josèphe Devillers de la CIAMS sur les migrations et la GPA
- → Adama-Sira Le Blay, de l'association OLYMPE, sur les aspects juridiques aux violences et au soutien psychologique
- → Noura Raad du réseau ENOWN
- → Esther Fouchier, Présidente du Forum Femmes Méditerranée sur les orientations européennes et nationales jusqu'au terrain local du marrainage
  - ➤ Modération par Martine Lévy, administratrice de la CLEF

#### La revue de presse internationale et féministe :

La revue de presse internationale et féministe est une revue des actualités relatives aux droits des femmes partout dans le monde. En 2022, la CLEF a publié 28 revues de presse, soit l'équivalent d'une revue de presse bi-mensuelle. La revue de presse est publiée sous forme d'articles sur le site internet de la CLEF, ainsi que sur les réseaux sociaux.

#### **Les rencontres:**

#### Avec des personnalités politiques et des expertes :

15 mars 2022 : rencontre avec Malgorazata Tracz, vice-présidente parti écologiste et membre du parlement polonais – féministe engagée – doits des femmes en Pologne
14 avril 2022 : rencontre avec Rushan Abbas, fondatrice de Campaign for Uyghurs
29 juin 2022 : rencontre avec Inete Ielite, présidente de la coordination du LEF de Lettonie

#### Auprès des institutions :

<u>Vendredi 20 mai 2022</u>: Passation de pouvoir de la ministre des droits des femmes.

<u>7 juillet 2022</u>: temps d'échange à l'occasion du 1er anniversaire du Forum Génération Égalité – Isabelle Rome, Delphine O.

<u>19 octobre 2022</u>: réunion comité d'entente égalité femmes-hommes du Défenseur des droits <u>14 novembre 2022</u>: Rendez-vous avec la **Ministre Isabelle Rome**, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances

## PARTICIPATION DE LA CLEF AUX ACTIONS DU LEF EN 2022

La CLEF est pleinement impliquée dans les instances du LEF et a participé aux diverses réunions.

<u>Du 11 et 12 juin 2022</u> : l'Assemblée générale du LEF s'est déroulée sur deux jours, en ligne.

<u>Septembre 2022</u>: la CLEF a également procédé à un travail de traduction pour le document du LEF "Gender budgeting toolkit".

<u>29 septembre 2022</u> : rencontre entre la présidente de la CLEF Céline Thiebault-Martinez et la présidente du LEF Réka Sáfrány

<u>25 et 26 octobre 2022</u>: réunion du Brussels Call à Bruxelles. Présentation d'un document de plaidoyer sur la prostitution en Europe.

## LES COMMISSIONS

La CLEF est structurée en commissions thématiques qui se réunissent régulièrement. Composées d'administratrices et/ou de membres, les commissions décident des orientations stratégiques de la CLEF sur différentes thématiques prioritaires, préalablement définies par le CA. En septembre 2022, le CA a décidé la création de nouvelles commissions.

#### Les anciennes commissions :

- 1) Commission Enjeux Européens et Internationaux
- 2) Commission Education
- 3) Commission Parité politique et Leadership
- 4) Commission Femmes et migrations internationales
- 5) Commission Lutte contre les violences
- 6) Commission Vieillesse

Les nouvelles commissions (comptes-rendus en annexe, I):

#### 1) Violences

Marie-Josèphe Devillers et Claire Desaint sont co-responsables de la Commission, qui rassemble par ailleurs Alyssa Ahrabare, Françoise Bellot et Evelyne Para. La Commission s'est réunie deux fois sur l'année 2022, les 30 novembre et 15 décembre. Elle s'est focalisée sur l'actualité européenne en lien avec la Directive pour lutter contre les violences envers les femmes et les filles (VAWG), présentée le 8 mars 2022 par la Commission européenne, et amendée par la CLEF par le biais du LEF. La Commission a suivi un certain nombre d'actualités en lien avec sa thématique notamment le suivi d'implantation des mesures du Grenelle de Lutte contre les violences conjugales (2019), mais également les débats sur l'assistance sexuelle, l'IVG dans la Constitution. Enfin, la Commission a réagi à la publication d'un Que Sais-je sur Les violences sexistes et sexuelles dans lequel l'expression de 'travail du sexe' est citée.

- 2) Egalité professionnelle
- La Commission s'est réunie en novembre.
  - 3) Droits et santé sexuelle et reproductive

La Commission a deux axes thématiques qui sont l'éducation féministe à la vie affective et sexuelle et la santé reproductive, avec un accent sur les femmes en situation de handicap.

#### 4) Femmes migrantes

La Commission rassemble Adama Sira Leblay, Martine Lévy, Alyssa Ahrabare, Marie-Josèphe Devillers et Fatimatou Ndiaye. La Commission s'est concentrée sur l'**organisation d'un événement dans le cadre des Mardis de la CLEF**, le 4 décembre 2022. Il s'agit d'une conférence ayant pour thèmes les femmes migrantes.

#### 5) Numérique

Les axes de travail proposés pour la Commission sont la participation des femmes dans les métiers du numérique, l'entreprenariat numérique féminin, le leadership féminin à l'ère numérique et les droits des femmes à l'égard des cyberviolences.

# MANDATS DE REPRÉSENTATION DE LA CLEF

#### ❖ Conseil national consultatif des droits de l'Homme - CNCDH

Fin du mandat en 2022.

Bien que le mandat de la CLEF ne soit plus représenté à la CNCDH depuis juin 2022, elle garde de bonnes relations avec l'institution. La présidente et la vice-présidente ont rencontré Michel Tabbal, chargé de mission européenne et internationale, le 28 juillet 2022, qui a introduit la CLEF à l'EPU – l'Examen périodique universel.

<u>Groupe de travail</u> : Grâce Mpondo et Claire Desaint ont également participé au groupe de travail "handicap".

<u>22 novembre 2022</u>: audition de Grâce Mpondo à l'occasion d'une table ronde sur les difficultés à la réalisation du désir d'être mère pour une femmes handicapée, les difficultés d'être en couple et de pouvoir vivre une vie intime épanouie.

#### **Association Marianne**

L'initiative présidentielle Marianne portée par le MEAE (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et la DIAIR (Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés) a accueilli en 2022 la première promotion de quinze lauréates défenseures des droits humains. Ces quinze femmes issues d'Afghanistan, Syrie, Irak, Soudan, Nicaragua ou encore Birmanie sont arrivées en France pour faire du plaidoyer, monter en compétences et défendre leur cause auprès des associations et institutionnels français. La CLEF, en partenariat avec d'Egal à Egale, a reçu les lauréates le 5 avril 2022 pour revenir sur leur parcours et leurs combats exceptionnels. L'occasion également de faire un point sur les droits des femmes dans leur pays respectif et sur les enjeux d'être une défenseure des droits. Nous avons également accueilli Nagham Hassan, la lauréate irakienne spécialisée dans les violences sexuelles sur les yézidies lors d'une formation sur les violences sexuelles contre les filles et les femmes en temps de conflit.

La CLEF a quant à elle intégré l'association Marianne en tant que membre officiel le 17 juin 2022 dont Léa Robert et Jocelyne Adriant Mebtoul sont les représentantes jusqu'aux prochaines élections de l'association.

#### Nomination de Claire Guiraud à l'Observatoire des violences du LEF

Fin novembre 2022: Nomination

<u>17 janvier 2023</u>: Première réunion. Cette réunion a consisté en la présentation des expertes, ainsi qu'un point d'étape sur la directive européenne sur les violences (VAWG) et un point sur l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul.

#### **Ensemble contre le sexisme**

En 2022, la CLEF a poursuivi son engagement au sein du collectif ECLS (Ensemble contre le sexisme) en étant représentée par Sarah Mantah au sein du CA de l'association.

Des réunions du Conseil d'administration et des réunions plénières rassemblant les membres du collectif (plusieurs réunions par mois, pour la plupart en visio) ont permis d'œuvrer à l'organisation du procès du sexisme le 25 janvier 2023.

Pour rappel, le collectif existe depuis 2017. C'est donc la 6ème année qu'un plaidoyer national fort est adressé au gouvernement afin de reconnaître le sexisme comme un problème structurel en France et que la demande formulée est de consacrer le 25 janvier "journée nationale contre le sexisme".

Suite à un procès drôle, fort, émouvant, multithématique (dont vous trouverez le <u>replay ici</u>), c'est désormais chose faite, puisque lors de sa rencontre avec le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, Emmanuel Macron, Président de la République, a officialisé la création d'une Journée nationale contre le Sexisme à la demande de Sylvie Pierre-Brossolette, Présidente du HCE, VICTOIRE FEMINISTE!

Une action forte, qui a fait écho à la parution du <u>rapport sur l'état du sexisme</u> par le HCE, la même semaine.

Retrouvez également ci après le déroulé du procès, introduit haut et fort par Sylvie Pierre-Brossolette, présidente du Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Catherine Ladousse et Yseline Fourtic-Dutarde, coprésidentes d'Ensemble contre le Sexisme et Elisabeth Moreno, cheffe d'entreprise et ancienne ministre déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la diversité et à l'égalité des chances, puis conclu par Isabelle Rome, ministre déléguée auprès de la Première ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Egalité des chances. Cette dernière a clôturé la journée en rappelant tout ce qui avait été fait ces dernières années pour aider les femmes victimes de violence, dont elle assure qu'en tant que magistrate elle a pu voir le sexisme dans ses effets les plus ravageurs, mortifères.

## LA VISIBILITÉ DE LA CLEF EN 2022

#### **❖** 9 Mardis de la CLEF organisés en 2022

Mardi 13 janvier 2022 – L'empowerment des femmes en situation de handicap

Mardi 1 février 2022 – La Convention d'Istanbul : socle et remparts des droits des femmes (organisé dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union Européenne – PFUE).

Mardi 1 mars 2022 – Femmes, leadership et pouvoir

Mardi 5 avril 2022 – Les défenseures des droits dans le monde

Mardi 3 mai 2022 – Exceptionnel - Formation sur les violences sexuelles en temps de conflit armé

Mardi 7 juin 2022 – Best-Of des Mardis de la CLEF

Mardi 4 octobre 2022 - Pédocriminalité, en finir avec le silence : les violences sexuelles faites aux enfants.

Mardi 8 novembre 2022 - Le droit à l'IVG dans la Constitution

Mardi 6 décembre 2022 – Les femmes migrantes en Europe, au défi de l'égalité

et <u>1 livret des Mardis de la CLEF</u>: publié sur le site de la CLEF, ce livret rassemble toutes les thématiques des conférences et les intervenant.es invité.es dans le cadre des Mardis de la CLEF depuis 2020.

#### **La CLEF dans la presse**

"La contraception pour les 18 à 25 ans gratuite en France depuis samedi", *What's up Doc* ?, 3 janvier 2022. Consultable <u>ici</u>.

"Pilule abortive : les féministes, inquiètes, réclament une relocalisation de la production en France", *Le Parisien*, 2 juillet 2022. Consultable <u>ici</u>.

"L'Europe et le combat contre les violences faites aux femmes", *Euronews*, 25 novembre 2022. Consultable <u>ici</u>.

#### **La CLEF sur les réseaux sociaux**

En 2022, le nombre de visites des pages facebook et instagram de la CLEF ont tous les deux augmenté entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022 (respectivement +11.1 et +82,7 visites, voir annexes). La page facebook a gagné 170 *followers*, la page instagram 124 (Graphiques en annexe, II)

La CLEF a posté 28 revues de presse sur Instagram, et 194 publications au total, soit près de 4 publications par semaine.

# FONCTIONNEMENT DE LA CLEF

### **INSTANCES DIRIGEANTES**

#### **DE JANVIER À JUIN 2022**

#### Membres du Bureau:

- Jocelyne Adriant-Mebtoul, Femmes du Monde et Réciproquement, Présidente
- Huguette Klein, Amicale du Nid, Secrétaire Générale
- Léa Robert, Burkina Biiga, Secrétaire Générale Adjointe
- Michèle Dubouchet, PARITE, Trésorière
- Adama-Sira Le Blay, Olympe, Trésorière Adjointe
- Gwendoline Lefebvre, Femmes Solidaires, Déléguée au LEF
- Noura Raad, Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution, Déléguée suppléante au LEF

#### Membres du Conseil d'administration:

- Françoise Bellot, Collectif Féministe Contre le Viol
- Gisèle Bourquin, Femmes au-delà des mers
- Nicole Chartier, Association pour le Développement des Initiatives Economiques par les Femmes
- Lalia Ducos, Initiative de Femmes pour la Citoyenneté et les Droits universels (IFCDU WICUR)
- Claudine Monteil, Femmes Monde
- Isabelle Steyer, Les échappées belles
- Sarah Mantah/Valentine Viard, Business & Professional Women France (BPW)
- Grâce Mpondo, Handi Femmes Épanouies

#### **DEPUIS JUIN 2022** (Organigramme en annexe, III)

#### Membres du bureau

- Céline Thiebault Martinez, Assemblée des Femmes, Présidente
- Alyssa Ahrabare, Osez le féminisme!, Vice-présidente en charge de la lutte contre les violences, les droits sexuels et reproductifs, et l'accès aux droits et à la justice
- Elodie Paola Palombi, BPW, Vice-présidente en charge du numérique, de l'autonomisation financière et économique, du leadership et de l'empowerment,
- Fatimatou Ndiaye, Biodiversity for Peace, Secrétaire générale adjointe
- Adama Sira Leblay, Olympe, Trésorière,
- Grâce Mpondo, Handi Femmes Épanouies, Trésorière adjointe,
- Martine Lévy, Forum Femmes Méditerranée, Experte référente,
- Monique Dental, Réseau féministe « Ruptures », Experte référente.
- Michèle Baron-Bradshaw, Ligue du droit international des femmes, Déléguée au LEF

- Gwendoline Lefevbre, Femmes solidaires, Déléguée au LEF (jusqu'en juin 2023)
- Noura Raad, Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution (CIAMS), Déléguée au LEF adjointe (jusqu'en juin 2023)

#### Membres du Conseil d'administration

- Jocelyne Adriant-Mebtoul, Femmes du Monde et Réciproquement, administratrice
- Véronique Genelle, Elles aussi, administratrice
- Claire Desaint, Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir, administratrice
- Léa Robert, D'Egal à Egale, administratrice
- Jacqueline Spire, Valeurs de femmes, administratrice
- Marie-Josèphe Devillers, Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution (CIAMS), administratrice
- Nicole Chartier, Association pour le Développement des Initiatives Economiques par les Femmes, administratrice
- Françoise Bellot, Collectif Féministe Contre le Viol, administratrice
- Isabelle Steyer, Les échappées belles, administratrice

# CALENDRIER DES RÉUNIONS STATUTAIRES

Conseil d'administration	Bureau
18 janvier 2022	
16 février 2022	
16 mars 2022	
19 avril 2022	
18 mai 2022	
16 juin 2022	
20 juin 2022	4 juillet 2022
17 septembre 2022	11 juillet 2022
31 octobre 2022	25 juillet 2022
9 décembre 2022	28 août 2022
	12 septembre 2022
	3 octobre 2022
	15 novembre 2022
	19 décembre 2022

## **RESSOURCES DE LA CLEF**

#### **Humaines:**

#### Chargée de mission :

- ❖ Fin de contrat d'Agathe Loummalia en mai 2022.
- ❖ 16 mai 2022 : début contrat de Mathilde Lathuilière

#### Volontaire en service civique :

- ❖ Audrey Robert décembre 2021 juin 2022
- \* Renouvellement de l'agrément service civique

#### Stagiaires:

❖ Salomé Bertin – juin-juillet 2022

#### Financières:

- SDFE juin 2022 convention pluriannuelle sur 3 ans. 30 000€/an
- **♦** Mairie de Paris 6 000€
- **❖** Fondation des Femmes Coups de Pouce 10 000<sup>€</sup>

# LISTE DES ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA CLEF

- 1. **ADIEF** (Association pour le Développement des Initiatives Economiques par les Femmes)
- 2. **AFCJ** (Association Française des Femmes des Carrières Juridiques)
- 3. **AFFDU** (Association Françaises des Femmes Diplômées des Universités)
- 4. Alliance des femmes pour la Démocratie
- 5. Amicale du Nid
- 6. Assemblée des femmes
- 7. Association Ambroise Croizat
- 8. Association Evelyne Encelot
- 9. Association Femmes et Musique
- 10. Association franco-africaine des femmes parisiennes
- 11. Biodiversity for peace
- 12. BPW France (Business and Professional Women)
- 13. Burkina Biiga
- 14. **CEFW** (Conseil Européen des Fédérations WIZO)
- 15. **CFCV** (Collectif Féministe Contre le Viol)

- 16. **CIAMS** (Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution)
- 17. **Collectif Actions Solidaires de la Rochelle**
- 18. Comité de la jupe
- 19. Comité ONU Femmes France
- 20. Commission Egalité Mouvement Européen
- 21. Conseil des femmes de Polynésie
- 22. **CPED** (Conférence Permanente Egalité

Diversité)

- 23. CQFD Lesbiennes Féministes
- 24. **DEFHISS** (Association des Juristes et Entrepreuneur.es)
- 25. Du Côté des Femmes de Cergy
- 26. Elles Aussi
- 27. ECVF (Elues contre les violences faites aux femmes)
- 28. **EACP** (Equipes d'Action Contre le Proxénétisme)
- 29. Espace Simone de Beauvoir

- 30. Excision, parlons-en!
- **31. FAIGA**
- 32. **FDFA** (Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir)
- 33. Fédération Pionnières
- 34. **FEHDLES** (FH Egalité, Droits, Libertés dans les Eglises et la Société)
- 35. Femix Sports
- 36. Femmes à la Une
- 37. Femmes au-delà des mers
- 38. Femmes contre les intégrismes
- 39. Femmes en Devenir
- 40. Femmes ici et ailleurs
- 41. Femmes Leaders Mondiales
- 42. Femmes Monde
- 43. Femmes migrantes debout
- 44. Femmes Solidaires
- 45. Festival International des Films de Femmes de Créteil
- 46. **FMR** (Femmes du Monde et Réciproquement)
- 47. **FNSF** (Fédération Nationale Solidarités

Femmes)

- 48. **Forum Femmes Méditerranée**
- 49. **GCGFF** (Grand Chapitre Général Féminin de France)
- 50. Genre et Ville
- 51. **H/F IDF**
- 52. Handi Femme Epanouie
- 53. **JUMP**
- 54. **LDIF** (Ligue du Droit International des Femmes)
- **55. Le CAP**
- 56. Les échappées belles
- 57. **LFID** (Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie)
- 58. Libres Mariannes

- 59. Maison des femmes de Montreuil
- 60. Maison des femmes de Paris
- 61. Matrimoine de Paris
- 62. Mouvement du Nid
- 63. Mouvement Jeunes Femmes
- 64. NEGAR
- 65. **OLF** ! (Osez Le Féminisme!)
- 66. Olympe
- 67. Fondation Otimadia
- 68. Parité
- 69. RAJFIRE
- 70. **REFH** (Réussir l'Egalité Femmes Hommes)

- 71. Réseau Féministe Ruptures
- 72. Sciences po au féminin
- 73. Sénan
- 74. Soroptimist international
- 75. SOS sexisme
- 76. FIT Une femme un toit
- 77. UNISAVIE
- 78. Valeurs de femmes
- **79. WICUR**
- 80. Womensafe
- 81. ZERO MACHO
- 82. Zonta Club

# **ANNEXES**

#### I. Les comptes-rendus des Commissions de la CLEF en 2022

#### **Commission Droits Reproductifs et Sexuels**

Compte-Rendu réunion 9/11/2022

Présentes: Alyssa Ahrabare, Grâce Mpondo

Excusée : Céline Thiebault Martinez

Il est décidé que le travail de la commission s'articulera en deux axes thématiques, chacun décliné au niveau national, européen et international. Le travail de chaque axe sera coordonné par l'une des présidentes de la Commission selon le calendrier présenté ci-dessous.

Note : pour l'instant, la Commission compte 3 participantes. Il sera possible de revoir les actions à la baisse si de nouvelles militantes ne rejoignent pas le groupe.

PROCHAINE RÉUNION: jeudi 1er décembre, 20h

#### PROGRAMME DE TRAVAIL

#### Axe 1 - Education féministe à la vie affective et sexuelle : référente - Alyssa

L'éducation féministe à la vie sexuelle et affective est un sujet central de la lutte féministe qui concerne l'ensemble à la société. Cette thématique inclut la prévention des violences sexuelles, la sensibilisation pour une utilisation sécurisée des espaces numériques, la promotion du consentement et du désir, l'information sur la contraception, l'IVG et l'anatomie, etc.

#### **OBJECTIFS**:

- Objectif 1 : prévenir les violences sexuelles en luttant contre les modèles de sexualité violents diffusés par la pornographie ;
- Objectif 2 : promouvoir des guidelines pour une éducation à la sexualité féministe centrée sur le désir et le respect mutuel.

#### **ACTIONS NATIONALES:**

• Plaidoyer :

- o RDV avec Isabelle Rome pour parler IVG / Pornographie / Digitalisation Fait le 14/11/2022 (assurer le suivi)
- o Demander un RDV au SGAE pour proposer le soutien de la CLEF dans le cadre de la diplomatie abolitionniste.

#### • Sensibilisation:

- Organiser un Mardi de la CLEF sur l'éducation à la sexualité féministe et la lutte contre la pornographie avec une présentation du livre Frangines d'OLF et du rapport du Sénat (inviter sénatrices) deadline : à définir avec Mathilde
- Avec Mathilde : créer une série de podcasts "La clef de l'égalité" (?) sur les violences sexistes et sexuelles en ligne. deadline (3 premiers podcasts): juin 2023
  - Podcast 1 : harcèlement sexiste en ligne avec Léna Situation ?
  - Podcast 2 : lutte contre la pornographie avec une victime du procès contre Pascal OP
  - Podcast 3 : les RS pour promouvoir les droits reproductifs et sexuels avec Dora Moutot ? Une autre "influenceuse" ?
- Avec Mathilde : trouver des financements pour organiser des ateliers d'éducation à la vie affective et sexuelle féministe à destination des jeunes. deadline: juin 2023

#### • Renforcement du réseau de la CLEF:

- Créer une formation sur le sujet et la proposer aux associations membres de la CLEF - deadline: juin 2023
- o OPTIONNEL : trouver une volontaire pour représenter la CLEF au sein du Collectif Abolition afin de suivre les actions, les transmettre à la CLEF et y participer activement.

#### **ACTIONS EUROPEENNES:**

#### • Plaidoyer:

• Analyse du texte de la directive sur les violences contre les filles et les femmes, suivi du travail de la Commission et du Parlement Européen sur le sujet, plaidoyer abolitionniste autour de la directive = enlever "travail du sexe", reconnaître la prostitution comme une forme d'exploitation sexuelle, inclure les cyberviolences sexistes et la pornographie. - Alyssa (deadline: janvier 2023)

- Suivi et plaidoyer autour du projet de règlement sur la régulation des contenus pédo-pornocriminel en Europe, information du CA et des membres de la CLEF sur le sujet - Alyssa
- Suivi et plaidoyer en défense de la loi 2016 autour du recours CEDH lancé par Médecin du Monde, information du CA et des membres de la CLEF sur le sujet -Alyssa
- o Colloque féministe Parlement européen : organiser un panel sur la pornographie référente Alyssa / deadline: mars 2023
- OPTIONNEL : Le comité FEMM du Parlement Européen envisage d'écrire un rapport sur la pornographie à partir du deuxième semestre 2023. Si c'est retenu, la CLEF pourra demander à être auditionnée et suivre le travail autour du texte.
- Renforcement du réseau de la CLEF:
- Organiser un webinaire sur la lutte contre la pornographie et le rapport du Sénat français à destination des membres du Lobby Européen des Femmes et du Brussels Call. - Alyssa / Céline - deadline: juin 2023

#### **ACTIONS INTERNATIONALES:**

- CSW67 : la 67ème Consultation sur le Statut des Femmes aura lieu à New-York du 8 au 17 Mars.
  - o Thème : L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles

#### O A faire:

- suivre l'organisation, participer aux réunions interorga;
- écrire une note de concept pour proposer d'organiser un "side event" sur la pornographie et la présenter à Isabelle Rome pour tenter de faire partie de la délégation ministérielle française (Alyssa, Elodie, Céline);
  - suivre le travail du Lobby Européen des femmes sur le sujet (Alyssa)
- Deuxième semestre 2023 : créer des liens avec le comité CEDAW
- o Idées : contacter Ana Pelea (Présidente de la prochaine session du Comité) pour l'inviter à des événements sur la pornographie et proposer un briefing au comité.

#### AXE 2 - Santé reproductive : référente - Grâce (+ Céline ?) :

L'accès à la santé reproductive est un aspect essentiel des droits des filles et des femmes.Or, en France, en Europe et dans le monde, cet accès est loin d'être garanti. En particulierpour les filles et les femmes les plus vulnérables (porteuses de handicap, migrantes,lesbiennes, etc.).

#### **OBJECTIFS**:

- Objectif 1 : encourager l'inclusion des groupes de filles et de femmes vulnérables dans les dispositions visant à assurer l'accès à la santé reproductive ;
- Objectif 2 : soutenir la constitutionnalisation de l'IVG.

#### **ACTIONS**:

- Plaidoyer:
- o Promouvoir le Plan national accès à l'IVG (2015) et encourager la création d'un Plan spécifique pour les femmes en situation de handicap (Grâce)
- Suivre le dossier sur la constitutionnalisation de l'IVG et l'encourager éventuellement en mobilisant le réseau européen. (Céline)
- Renforcement du réseau de la CLEF:
- o Travail de recherche : A-t-on des statistiques sur la santé des femmes en situation de handicap lors de leur grossesse ? Faire un état des lieux des données existantes et produire une note / rapport pour informer le CA de la CLEF et l'ensemble des membres. Référente Grâce / deadline: fin 2023
- I) L'accouchement des femmes en situation de handicap avec pour ressort;
- a) Veiller et rester vigilantes sur;

Leurs accès à ce dispositif tant sur l'aspect des équipements, de la formation des professionnels, de l'accessibilité aux locaux. Ainsi que sur la mise en place des moyens de sensibilisation par le biais des collègues, mardi de la CLEF, etc.

- b) Formuler une demande auprès du ministère pour nous permettra d'obtenir les statistiques concernant les types de handicap que portent ces femmes en situation de handicap qui
  - 1) Acceptent d'être mère.

- 2) Celles dont les grossesses arrivent à terme.
- 3) Celles ayant subies une césarienne
- 4) Celles ayant eu recours à l'Assistance Médicale à la Procréation.
- 5) Celles ayant pratiqué l'IVG.
- II) L'accouchement sous X en ce qui concerne toutes les femmes et jeunes filles
- a) Pour savoir ce qu'il en est du délai de rétractation
- b) En doublant de vigilance en ce qui concerne le devenir de ces femmes et les conséquences psychologiques qu'engendre cet état.

#### **Commission Femmes Migrantes**

#### Compte-Rendu réunion 9/11/2022

La première réunion de la commission femmes migrantes de la CLEF s'est tenue le 9 novembre 2022 en présence d'Adama Sira Leblay et Martine Lévy, Alyssa Arhabare et Marie Joseph Devillers s'étant excusées ainsi que Fatimatou Ndiaye. Une information générale aux organisations de la CLEF apparaît nécessaire pour permettre d'établir une liste des membres de cette commission. La réunion du 9/111 a été consacrée à l'élaboration du programme du prochain mardi de la CLEF du 4 décembre prochain qui sera consacré aux femmes migrantes. On trouvera en annexe la présentation de l'actualité européenne destinée à informer les membres de la commission des principaux textes récents ou en cours de mise au point au niveau communautaire.

Au vu des propositions recueillies le déroulé pourrait être le suivant, des contacts devant encore être finalisés pour les deux intervenant.e.s hors CLEF prévu.e.s.

- 1. Accueil et présentation des enjeux et du déroulé de la rencontre. (CLEF)
- 2. Le projet européen FORUM par Esther Fouchier, Présidente du FFM, des orientations européennes et nationales jusqu'au terrain local du marrainage
- 3. Le réseau ENOW, les droits fondamentaux des femmes migrantes sans papier en Europe par Alyssa Arhabare en présence de Noura Raad sa coprésidente.
- 4. Olympe: des aspects juridiques aux violences et au soutien psychologique par Adama Sira Leblay

- 5. Migrations et GPA, par Marie Joseph Devillers de la CIAMS
- 6. Priorités et activités territoriales : Hélène Bidard, l'exemple de la Ville de Paris
- 7. Données et caractéristiques des migrantes en France : un.e représentant.e du Ministère de l'Intérieur.
- 8. En conclusion, recommandations et orientations, Céline Martinez, Présidente de la CLEF avec la remise des recommandations élaborées lors de la formation de juin 2022.

Le programme de travail de la commission avec l'organisation d'une éventuelle formation des membres de la CLEF devra être élaboré sur base des propositions de ses membres lors de la prochaine réunion qui restituera les questions, enseignements et perspectives issus du mardi du 4/12.

#### **Commission Numérique**

Les femmes et les filles constituent la majorité des 3,7 milliards de personnes qui ne sont toujours pas connectées à internet. Puisque la pandémie de Covid-19 a accéléré la transition numérique, c'est autant de femmes et de filles désavantagées face à la digitalisation de l'éducation, de l'emploi, des services publics, des systèmes de gouvernance, des communications, des structures de production, de consommation... Elles sont encore plus vulnérables en matière de cyberviolences dans un contexte réglementaire insuffisant.

Cette commission pourrait permettre d'identifier les facteurs clés et les tendances de la participation des femmes dans les Technologies de l'Information et des Communications (TIC) et à analyser les politiques mises en place pour permettre la participation des femmes au monde du numérique.

Les femmes représentent plus de 57% des diplômés de l'enseignement supérieur dans l'UE, mais seulement 24,9% des diplômés dans les domaines liés aux TIC, et peu d'entre elles travaillent dans le secteur. Les femmes représentent 13% des diplômés dans les domaines liés aux TIC travaillant dans des emplois numériques. Ce niveau était de 15% quatre ans auparavant, en 2018. Ce pourcentage a progressé de 1,8% en 2021. Les chiffres concernant l'entrepreneuriat numérique féminin et le leadership dans le secteur progressent très lentement. Globalement, la participation des femmes dans le secteur des TIC et du numérique ne s'améliore pas de manière significative.

Ce n'est qu'en examinant le niveau micro-économique que nous trouvons des initiatives qui montrent le chemin de la transformation. Les tendances des données montrent que l'inégalité des genres persiste dans la sphère numérique. En absence de mesures et d'actions, l'avancée inéluctable du numérique dans tous les domaines de notre vie amplifiera et perpétuera les stéréotypes de genre.

Les axes de travail de la commission pourraient être autour des thématiques suivantes :

- 1. Participation des femmes dans du numérique
  - L'éducation des femmes et des filles aux nouvelles technologies numériques
  - Les femmes dans les métiers du numérique
  - Les femmes et la carrière dans le secteur du numérique
- 2. Entreprenariat numérique féminin
  - Tendances dans les investissements de start-up féminines
  - Les femmes investisseures et les femmes entrepreneures
- 3. Le leadership féminin à l'ère numérique
  - Les inégalités dans le monde de l'entreprise
  - Les défis des femmes à l'ère numérique
- 4. Droits des femmes et cyberviolences
  - Comprendre le cyberespace
  - Les différentes formes de cyberviolences
  - La réglementation et droits des femmes
  - Préventions

#### **Commission violences**

#### Membres de la commission

- 1. Marie Josèphe Devillers
- 2. Claire Desaint
- 3. Alyssa Ahrabare
- 4. Françoise Bellot
- 5. Evelyne Para

#### Fonctionnement de la Commission

Marie-Josèphe et Claire en sont les deux co-responsables. Alyssa, au plus près du terrain à Bruxelles, nous envoie de nombreuses informations et mises à jour sur le projet de la Directive de lutte contre les violences.

La commission s'est réunie deux fois en 2022 : le 30 novembre et le 15 décembre (par téléphone).

#### **Europe et International**

La Commission s'est focalisée principalement sur l'actualité européenne avec la proposition de <u>Directive pour lutter contre la violence envers les femmes et la violence domestique en cours d'élaboration.</u> La Commission européenne a présenté le 8 mars 2022 son projet de Directive pour lutter contre la violence envers les femmes et la violence domestique pour combler les lacunes actuelles. Elle prend en particulier en compte la cyber violence, non présente dans les textes en cours. La Commission européenne a transmis la proposition de directive au Parlement européen le 16 novembre 22. Celui-ci a nommé un e rapporteur et les commissions FEMM et LIBE vont l'examiner.

La Commission Violences a contribué aux amendements demandés par la Clef et relayés par le LEF.

Le point sur lequel les associations abolitionnistes françaises attire l'attention, et la CLEF en particulier, est de changer l'expression « travailleuses du sexe » non reconnue en France, car il ne s'agit pas d'un travail, mais d'une violence, en « femmes victimes d'exploitation sexuelle, ou les femmes prostituées ». La Commission Violences s'est ensuite procuré la dernière version amendée par les Commissions FEMM et LIBE du Parlement européen du 13 décembre 22 pour voir si les amendements déposés par le LEF ont été pris en compte, en particulier si l'expression « sex workers » a disparu et été remplacée par « personnes prostituées » comme nous l'avons demandé.

La Commission Violences a préparé de nouveaux amendements pour le débat au Parlement européen à valider par la CLEF. Comme les amendements doivent être portés par les député.es, la Commission Violences s'est procuré la liste des député.es et cherche celles et ceux susceptibles de porter nos amendements et celles et ceux qui peuvent les soutenir et leur envoyer un message.

Pour communiquer autour de cette directive, Alyssa est en contact avec le LEF, Claire a cherché, dans la liste des OING accréditées au Conseil de l'Europe, celles qui sont dans l'UE et pourraient appuyer et relayer vers les associations qui sont dans le Brussels'call. Au niveau des Ministères, Isabelle Rome porte au niveau européen, la Clef va lui en parler lors d'un rdv. La commission a proposé que la CLEF demande des rdv au MAE, SGAE, contacte la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne Philippe Léglise-Costa

et contacte les député.es que l'on connaît.La Commission Violences continuera à suivre de près en 2023. La directive devrait être votée fin mai 2023.

<u>Femmes dans les conflits</u>: Iran, Ukraine, Afghanistan : la Commission violences pose la question sur comment réagir et montrer notre soutien.

#### Niveau national

<u>Réactions au 25 novembre</u>: penser à l'an prochain, pour être visibles car OLF a une capacité de mobilisation forte, se prémunir des agissements de #Noustoutes : les abolitionnistes sont exclues et attaquées, et les attaquantes vues comme un parti progressiste. Pour faire face il faut une organisation collective avec une stratégie commune, sinon elles sont seules à occuper l'espace.

<u>Une stratégie de communication</u>: la CLEF a un fichier presse que l'on peut demander à Mathilde. Voir qui a des ami.es journalistes et comment elles et ils peuvent soutenir. Mesures du Grenelle de Lutte contre les violences conjugales de 2019 : la Commission violences assure aussi le suivi de leur implantation, Claire en particulier suit le groupe Handicap qui continue à se réunir et à mettre en application.

<u>IVG dans la Constitution</u>; la Commission violences suit cette actualité, informe la CLEF pour qu'elle s'associe aux pétitions, manifestations et événements sur ce sujet

Assistance sexuelle : le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) organise un grand événement le 6 février 2023. Il va soumettre à un débat public treize propositions relatives à l'accès à une vie intime, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap. Principale recommandation : lancer dans des territoires pilotes une expérimentation de l'assistance sexuelle. Claire, vice présidente de l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir (FDFA) alerte sur la pression de plus en plus forte pour obtenir une dérogation à la loi de 2016, ce qui serait une brèche concernant l'achat d'acte sexuel et un assouplissement de la loi sur le proxénétisme.

Que sais-je ? : Une lettre a été rédigée et écrite au PUF, en réaction à la publication en août 2022 d'un Que sais -je sur Les violences sexistes et sexuelles dans lequel un chapitre parle de « travail du sexe », avec des confusions dans le contenu et aucune remise en perspective dans une société patriarcale. Nous écrivons notre incompréhension qu'un tel texte soit publié, en incohérence avec la législation française. Cette lettre a été transmise à la présidence pour accord et envoyée au PUF qui a répondu « Comme vous le savez, un éditeur garantit la liberté

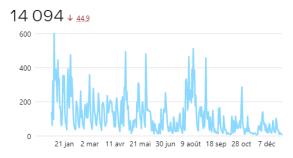
d'expression (et donc de pensée) de ses auteurs, à la seule condition que ceux-ci ne contreviennent pas aux lois qui, en France, limite cette liberté ».

<u>Réactions aux média</u>: La Commission Violences considère qu'elle ne peut pas réagir à toutes les attaques, comme l'émission de Laurent Ruquier qui invitait le Strass et uniquement des personne favorables à la prostitution. Nous ne pouvons pas être dans la réaction en permanence. Cela consomme trop d'énergie au détriment de nous concentrer sur nos activités, il vaut mieux être dans l'action que la réaction.

#### I. La CLEF sur les réseaux sociaux

#### Couverture

Couverture de la Page Facebook 🛈



Couverture Instagram (i)

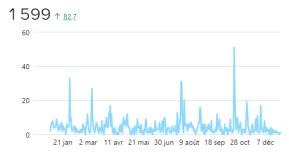


#### Visites de la Page et du profil

Visites sur la Page Facebook (i)

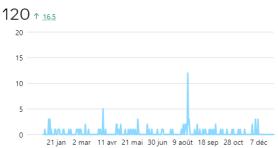


Visites du profil Instagram 🛈

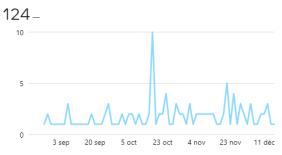


#### Nouveaux followers et J'aime

Nouvelles mentions J'aime de la Page Facebook (i)



Nouveaux followers Instagram (i)



#### II. Organigramme de la CLEF 2022

